

<http://jesuschristenfrance.fr/france-europe-et-christianisme/article/il-n-y-a-pas-de-probleme-en-france-avec-le-catholicisme-le-protestantisme-le-judaisme-le-bouddhisme>

Il n'y a pas de problème en France avec le catholicisme, le protestantisme, le judaïsme ou le bouddhisme. Nous avons un problème avec l'islam radical



Date de mise en ligne : vendredi 23 octobre 2020

- France, Europe et Christianisme -

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

Marion Maréchal : « Arrêtons les fausses pudeurs et les vieilles lunes anticléricales : il n'y a pas de problème en France avec le catholicisme, le protestantisme, le judaïsme ou le bouddhisme. Nous avons un problème avec l'islam radical et uniquement lui. »
« Ce ne sont pas les valeurs de la République qui sont attaquées mais bien les valeurs françaises »

« Voici donc la 267e victime de l'islamisme depuis 2012. Après les enfants, les militaires, les policiers égorgés devant leur petit garçon, les journalistes, les adolescentes à Marseille, le chef d'entreprise décapité, le curé dans son église, les innombrables victimes du Bataclan ou de Nice, c'est au tour du professeur.

L'histoire semble se répéter dans l'horreur mais celle-ci se distingue en ce qu'elle met en exergue les multiples complicités, la chaîne humaine qui a désigné la cible à abattre, la fatwa 2.0 avant que l'assassin ne passe à l'acte. On y découvre des élèves, des profs, des associations locales, des imams, de multiples relais anonymes sur le net. Un cas de dénonciation qui ne semble pas isolé dans l'Éducation nationale mais qui, cette fois, a trouvé le bourreau pour la mise à mort.

On parle à leur encontre de « séparatisme » pour éviter de rappeler que le terme « islamisme » découle du mot « islam ». Le mot est impropre et révèle l'approximation de l'analyse : le séparatisme désigne le mécanisme politique d'un peuple qui vise l'indépendance. Les islamistes ne cherchent pas l'indépendance d'une partie du territoire ; ils veulent soumettre l'ensemble de la société française aux règles de la charia.

C'est une oeuvre de subversion organisée de l'intérieur et souvent alimentée par l'extérieur. Cette influence extérieure trouve prise dans les allégeances multiples des individus ; en l'occurrence, pour une grande partie des musulmans, dans l'attache à leur pays d'origine, à l'Oumma (l'assemblée des croyants), au sunnisme, etc.

Les islamistes ne cherchent pas l'indépendance d'une partie du territoire ; ils veulent soumettre l'ensemble de la société française aux règles de la charia

Leurs armes : le nombre, la jeunesse, des alliés objectifs islamo-gauchistes qui cultivent la repentance occidentale, l'injonction au vivre-ensemble, les droits de l'Homme dévoyés, un islam en expansion au niveau mondial.

Les nôtres ? La laïcité et pas grand-chose de plus.

La laïcité n'est pas une réponse suffisante

Je suis convaincue que ceux qui invoquent « la République » comme une formule magique et brandissent la laïcité à tout va n'utilisent pas les bonnes armes et passent à côté de l'essentiel. La laïcité a sa place dans une riposte globale mais elle n'est pas suffisante. Nous demandons à la laïcité l'impossible. Nous invoquons comme une évidence un concept parfaitement assimilé en Europe mais inconnu de l'islam et des

civilisations islamiques : la séparation du public et du privé, du spirituel et du temporel, du politique et du religieux, de Dieu et de César.

La rhétorique est inopérante en particulier auprès d'une grande partie de la jeunesse française musulmane dont je rappelle que 74 % font passer leurs convictions religieuses avant les « valeurs de la République » et 26 % ne condamnent pas les djihadistes (sondage Ifop réalisé en 2020 sur les 15-24 ans).

En appeler uniquement à la laïcité pour traiter la question de l'islamisme, c'est une manière de réduire le débat à la question religieuse et d'ignorer le fait social qu'est l'Islam. C'est détourner le regard du sujet de la politique d'immigration, de la délinquance endémique qui est le terreau de la radicalité, du communautarisme islamique lié au nombre, de l'échec de l'assimilation ; bref de la dimension civilisationnelle du problème.

Arrêtons les fausses pudeurs et les vieilles lunes anticléricales : il n'y a pas de problème en France avec le catholicisme, le protestantisme, le judaïsme ou le bouddhisme. Nous avons un problème avec l'islam radical et uniquement lui. Ce n'est pas en renvoyant dos à dos tous les cultes, pour se donner bonne conscience, et en les pénalisant tous au passage, notamment sur la question de l'école privée hors contrat, que nous endiguerons le phénomène.

Il n'y a pas de problème en France avec le catholicisme, le protestantisme, le judaïsme ou le bouddhisme. Nous avons un problème avec l'islam radical et uniquement lui.

Il est tout aussi inefficace de s'épuiser à vouloir constituer un islam de France. Comme le dit le politologue Frédéric Saint-Clair : « le rôle de la République n'est pas de distinguer le bon islam du mauvais islam, ou de faciliter un islam des lumières. C'est aux musulmans de le faire, s'ils le souhaitent. La République, elle, doit définir le cadre politique et culturel de la nation ».

Il est donc illusoire de la part de l'État de vouloir faire de la théologie, de chercher à contrôler l'islam en favorisant des courants par rapport à d'autres, de fabriquer des interlocuteurs artificiels puisque l'Islam n'a pas de clergé ou de chercher à faire disparaître la religion de la société et de l'espace public. L'État est laïc, et doit le rester, mais la société ne l'est pas.

Se contenter de brandir la laïcité, c'est, selon moi, une lâcheté qui se fait passer pour de la fermeté. C'est une façon politiquement acceptable de se protéger de la critique du « pas d'amalgame » qui tétanise les esprits, cadennasse le débat et empêche toute réflexion sur le sujet. Que les choses soient dites : si des musulmans modérés se sentent concernés quand on dénonce l'islamisme alors c'est que l'ambiguïté vient de leur côté. Pas du nôtre. Même les complices d'hier (Licra, SOS racisme et compagnie) retournent leur veste en dénonçant aujourd'hui le collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), proche des Frères musulmans.

Un modèle en panne

Quelle image leur renvoyons-nous ? Pour eux nous sommes des mécréants, des jouisseurs, des consuméristes, des athées qui méprisons le sacré ; nous sommes la société du vide, de l'individualisme et du relativisme. Pour eux nous avons tué Dieu, la patrie, la famille. Ils voient une société sans courage, juste bonne à faire des marches blanches, à allumer des bougies et à crier « vous n'aurez pas ma haine ». Contrairement à eux, nous avons oublié qu'islam et Europe n'ont cessé de s'affronter depuis 13 siècles.

Nos gouvernants ont espéré susciter le respect et l'adhésion par le modèle du « vivre ensemble ». Ses

promoteurs imaginaient, et imaginent toujours, qu'en effaçant toute trace de la nation historique française, en abandonnant l'exigence d'assimilation, en refusant la prééminence de nos traditions, en abordant toutes les cultures de manière égale, en appliquant la loi avec « magnanimité », en concédant des « accommodements raisonnables », on éviterait que les étrangers se sentent « exclus » et nous contribuerions ainsi à leur insertion dans la société française.

Pourquoi adhérer à un modèle de société que même les héritiers directs ne veulent plus défendre ?

Le résultat ne s'est pas fait attendre : pourquoi adhérer à un modèle de société que même les héritiers directs ne veulent plus défendre ? Pourquoi abandonner son référentiel d'origine quand la société d'accueil n'impose pas le sien et n'assume ni sa singularité, ni sa valeur propre ? Au nom de la tolérance, le multiculturalisme achève de détruire une liberté de plus : la liberté d'expression et d'opinion, après avoir réduit la liberté de circulation par l'impact des violences et de l'insécurité ou encore la liberté d'enseignement par la suppression générale de l'école à la maison ou la mise au pas de toutes les écoles privées.

Ils ont cru que la société libérale, dénuée de passé, privée de morale collective et de références communes, pourrait s'organiser autour de la liberté de l'individu érigée en valeur ultime. Ils ont cru ce modèle tellement supérieur aux autres qu'ils pensaient que chaque étranger serait conduit à s'y rallier naturellement. La liberté autocentrée, le plaisir, le pouvoir d'achat devaient inéluctablement supplanter l'« obscurantisme », de même que la raison devait nécessairement l'emporter à terme sur les croyances et la foi. Cela revient à méconnaître les tréfonds de l'âme humaine, souffrir d'amnésie historique, raisonner uniquement au travers de l'esprit français en détournant le regard des mouvements civilisationnels.

L'universalisme, les lumières, les droits de l'Homme ! Toutes ces idées ont été dévoyées selon la technique du judo dans lequel le combattant retourne la force de l'adversaire contre lui

Mais voilà, la raison européenne est contestée, l'école n'émancipe plus et la force d'attraction de la civilisation islamique supplante de loin celle de notre société. Quand même : l'universalisme, les lumières, les droits de l'Homme ! , me répondez-vous. Toutes ces idées ont été dévoyées selon la technique du judo dans lequel le combattant retourne la force de l'adversaire contre lui.

L'universalisme est devenu, dans leur esprit, une vieille lubie de colon esclavagiste convaincu de la supériorité de sa culture sur celle des autres. L'universalisme rimait avec l'exportation de la culture française dans le monde entier, dorénavant il rime avec métissage et importation des cultures étrangères sur le sol français. Les lumières ? Selon eux Voltaire était un raciste. La raison promu par eux n'a rien d'universelle mais n'est qu'un instrument de domination des européens sur le monde.

Les droits de l'Homme ? Ce texte initialement symbolique est devenu une arme juridique qui permet aujourd'hui de protéger un terroriste de l'expulsion, de sacraliser le regroupement familial ou de limiter la liberté d'expression au nom de la « paix religieuse ». (CEDH arrêt 2018)

Plus que les « valeurs de la République », défendons la France

Nous ne pouvons pas gagner qu'avec des concepts abstraits ou des « valeurs de la République » dont plus personne ne sait ce à quoi elles renvoient tant elles ont été invoquées à tort et à travers (notamment pour disqualifier moralement et politiquement les personnes lucides qui ont précisément essayé d'éviter le drame que nous vivons en ce moment).

L'obscurantisme islamiste ne se combat pas seulement par la loi, il se combat aussi dans les coeurs. Il ne

s'agit pas d'opposer République et France mais de considérer la première comme un euphémisme de la seconde. Ce ne sont pas les valeurs de la République qui sont attaquées mais bien les valeurs françaises. C'est donc la France que nous devons défendre.

Il faut assumer le fait que si nous accordons une place aux Français musulmans patriotes, nous n'avons pas vocation à devenir une nation musulmane, une république islamique, même si ce scénario est désormais loin d'être improbable au regard de la courbe démographique actuelle.

Il nous faut donc mêler cette certitude avec une volonté inébranlable dans la réduction drastique de l'immigration, la réforme du code de la nationalité et du droit d'asile, l'extension des cas de déchéance de nationalité, le respect scrupuleux de la loi, la lutte contre toutes les influences étrangères qu'elles soient financières ou religieuses sur notre sol, le refus du chantage à l'islamophobie, la valorisation de notre héritage, l'association de tous les acteurs de terrain, notamment dans l'école, et la sanction implacable des récalcitrants.

C'est un combat global historique, spirituel, culturel, intellectuel, éducatif

Le combat ne peut pas être gagné uniquement par du légalisme. C'est un combat global historique, spirituel, culturel, intellectuel, éducatif. C'est un combat moral qui passera d'abord par l'affirmation et la fierté de ce que nous sommes. C'est un combat de civilisation et quiconque refusera de voir cette dimension a déjà perdu. »

Marion Maréchal

Marion Maréchal est ancienne députée (RN) et directrice de l'Institut des Sciences Sociales et Politique (ISSEP), établissement privé qu'elle a fondé.

Site source :

[le Figaro Vox](#)